

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 26/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2025

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERE DE RIVOLET

Cerf favre
69640 Denicé

Références : UDR-SSDAS-25-196-FP
Code AIOT : 0006101405

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2025 dans l'établissement CARRIERE DE RIVOLET implanté SERFAVRE 69640 Rivolet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE DE RIVOLET
- SERFAVRE 69640 Rivolet
- Code AIOT : 0006101405
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Rivolet, située sur la commune de Rivolet, est exploitée par la société Lafarge Granulats, autorisée par arrêté préfectoral du 18 octobre 2013 pour une durée de 30 ans. La

superficie globale de la carrière de roche massive est de 44 ha 11 a 61 ca2 pour une extraction moyenne de 460 000 tonnes par an.

À la date de l'AP, le gisement a été estimé à 18 000 000 tonnes. Le rythme d'extraction est de 460 000 tonnes / an en moyenne et 600 000 tonnes / an au maximum. Aucun matériau extérieur, autre que les granulats issus des autres carrières en vue de leur commercialisation n'est accepté au sein de l'emprise de la carrière de Rivolet.

Les matériaux de découverte, estimés à 615 000 m³ à la date de l'AP, sont mis en dépôt sur une verse dans le secteur Nord-ouest de la carrière.

Dans le cadre de ses activités, le site dispose d'Équipements Sous Pression (ESP) soumis à l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service de ces équipements : accumulateurs hydrauliques associés aux installations de broyage du site, cuve d'air, etc.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Caractéristiques des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection du 20/06/2025 que la liste des appareils à pression, matérialisée par un tableau de suivi des ESP du site, doit être complétée pour faire apparaître :

- le régime de surveillance, c'est à dire :

- AM 20/11/2017 chapitre I (avec plan d'inspection) **ou** AM 20/11/2017 chapitre II (sans plan d'inspection))

Par ailleurs, dans le tableau de suivi, la pression de tarage - 400 bar - de l'accessoire de sécurité protégeant l'accumulateur 19D356101 (Broyeur CH430) sera corrigée.

De plus, l'exploitant veillera au bon respect des périodicités d'inspection périodique (pour rappel, IP à 4 ans post-CMS, 3 ans après la mise en service si pas de CMS).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification periodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils a pression.
Constats : De manière générale, à la lecture du tableau listant les ESP suivis par l'exploitant, il est constaté l'absence de la colonne correspondant à la définition du régime de surveillance des équipements. Par ailleurs, pour près de 10 ESP listés, les pressions de tarage / réglage des accessoires de sécurité sont indiquées comme "non visibles". Un contrôle par sondage a été réalisé sur les ESP suivants : <u>Cuve d'air TAMPON n° de fabrication P133073 :</u> L'Inspection demande le rapport de Contrôle de Mise en Service (CMS) ainsi que la justification de la Déclaration de Mise en Service (DMS). L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de CMS sur cet équipement. L'organisme habilité DEKRA a indiqué que la dernière Inspection Périodique (IP) faisait office de CMS. Le rapport établi par DEKRA le 27/05/2025, et présenté par l'exploitant, conclut à l'aptitude au service de l'ESP. L'exploitant signale avoir des difficultés pour le remplissage de l'outil LUNE concernant la régularisation de la DMS. L'Inspection demande également l'habilitation interne de l'exploitant pour le personnel chargé de l'exploitation des ESP soumis à CMS\DMS. L'exploitant indique ne pas avoir mis en place cette habilitation.

Accumulateur hydraulique n° de fabrication 19D356101 (Broyeur CH430) :

L'Inspection demande à l'exploitant le rapport de la dernière IP sur l'équipement. Le rapport établi par DEKRA le 27/05/2025, et présenté par l'exploitant, conclut à l'aptitude au service de l'ESP. Il est indiqué dans ce rapport que la pression de tarage du limiteur de pression est fixée à 330 bars (soit la pression maximale admissible - PS).

L'Inspection note que l'IP a été effectuée avec un retard de 2 ans car l'ESP n'étant pas soumis à CMS (produit PSxVolume inférieur à 10 000 bars.litres), l'exploitant disposait d'un délai de 3 ans pour la réaliser.

Accumulateur hydraulique ACCU HP100 205300 :

L'Inspection demande à l'exploitant le rapport de la dernière IP sur l'équipement. Le rapport établi par DEKRA le 27/05/2025, et présenté par l'exploitant, conclut à l'aptitude au service de l'ESP. Il est indiqué dans ce rapport que la pression de tarage du limiteur de pression est fixée à 330 bars (soit 20 bars de moins que la pression maximale admissible - PS) alors que le tableau indique une pression de tarage "non visible".

--

Concernant les modalités de remplacement des accumulateurs hydrauliques (situés au niveau des broyeurs), l'exploitant informe l'Inspection du remplacement décennal de ces équipements. Toutefois, le remplacement des ESP ne donne pas lieu au remplacement des soupapes associées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A l'aune des constats formulés précédemment, il est demandé à l'exploitant :

- de compléter le tableau de suivi des ESP en service du site avec une colonne indiquant le régime de surveillance ;
- de compléter la déclaration de mise en service n° 386517 de la cuve tampon du fabricant CORDIVARI numéro de fabrication P133073 dans l'application LUNE en y intégrant la déclaration UE de conformité.
- de se mettre en conformité vis-à-vis des dispositions de l'article 5-I de l'arrêté du 20/11/2017, à savoir : pour les équipements répondant aux critères de soumission de la déclaration de mise en service, quelle que soit leur date de mise en service, le personnel chargé de l'exploitation est **formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant** et périodiquement confirmé dans cette fonction;
- de corriger la pression de tarage de la soupape protégeant l'accumulateur numéro de

<p>fabrication19D356101 du broyeur CH430 dans le tableau de suivi des ESP;</p> <p>- de veiller au respect des périodicités d'IP, en tenant compte des spécificités de certains ESP (soumis à CMS ou non).</p> <p>Des éléments justifiant la réalisation des actions correctives demandées sont attendus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Caractéristiques des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 3 ESP vus dans le cadre du contrôle par sondage (Cuve d'Air TAMPON, ACCU CH430 et ACCU HP100 205300) ont également été vus sur le terrain.</p> <p>Il a été constaté que leur état général est satisfaisant, tandis que les données figurant sur les plaques d'identification sont bien cohérentes avec les données du tableau. Les ESP sont bien protégés par leurs accessoires de sécurité (soupape limiteur).</p>
Type de suites proposées : Sans suite